Un grand économiste japonais annonce l'éventualité d'un krach

Partage international n° 137 – Février 2000

« La fin du mercantilisme est maintenant à portée de main… D'une manière générale, les marchés boursiers tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui n'auront plus leur place dans la société nouvelle. » [Un collaborateur de Maitreya, Partage International, *mai 1989]*

Le Conseil de stratégie économique du Japon a publié, en 1999, un rapport préconisant de profondes réformes. Heizo Takenaka, directeur de la célèbre Fondation de Tokyo et professeur d'économie à l'Université Keio de Tokyo, critique de longue date de la politique économique du gouvernement, ne parle pas d'une crise économique mais d'une crise politique. *« A moins d'une profonde démocratisation allant du domaine de l'admisnistration et de la justice jusqu'à celui de l'éducation, l'économie sera toujours en danger de s'effondrer »,* affirme-t-il, en dépit des investissements massifs du gouvernement dans des travaux publics destinés à stimuler la croissance économique.

« Il existe des hôtels dans les montagnes d'Hokkaido [île la plus septentrionale du Japon], *où personne ne séjournera jamais, et des usines destinées à la production de voitures de luxe qui ne seront jamais construites, même si l'économie redémarre. »* Selon H. Takenaka, les autorités japonaises n'engagent pas de débat public sur leur politique, mais se contentent de consulter des conseils institutionnels composés de théoriciens et de représentants de sociétés dont le seul souci est de préserver le statu quo. Même les médias et les universités sont incapables de défier les pouvoirs en place. C'est pourquoi, déclare-t-il : *« Le Japon court à sa perte. »*

H.Takenaka prédit que les effets néfastes de l'éclatement de la « bulle économique » japonaise sont encore à venir. *« Il existe deux facteurs qui obligeront les entreprises à passer leurs créances en pertes et profits et à se restructurer. Tout d'abord, l'an 2000 verra la fin des garanties illimitées du gouvernement sur les dépôts bancaires. Ensuite, les sociétés ne pourront plus bien longtemps produire des bilans en utilisant des filiales pour cacher leurs pertes, comme cela est apparu à l'occasion des banqueroutes dans le secteur financier. »* Selon H. Takenaka, ces réformes ne sont qu'un préliminaire, mais le *Kasumigaseki,* l'Administration japonaise, a brusquement refusé les propositions les plus importantes émises par le Conseil de stratégie économique.

« La démocratie est indispensable, affirme H. Takenaka. *Les études menées dans les pays en voie de développement montrent que la croissance économique augmente lorsqu'un pays devient plus démocratique et jouit d'une plus grande liberté politique. »* De son point de vue, les réformes auxquelles se trouve confronté le Japon représentent un énorme défi, couvrant tous les aspects de la société, y compris la notion de responsabilité individuelle et non plus collective, si les individus et les institutions veulent assumer la responsabilité de leurs propres actes. *« Sans réformes structurelles, l'économie pourrait encore s'effondrer. Dans ce cas, nous connaîtrions un état de choc similaire à celui qui a suivi la défaite lors de la Seconde Guerre mondiale. »*

Japon
Thématiques : Économie
Rubrique : Faits et prévisions